

KARL MARX PANGERMANISTE

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE 1864 À 1870.

Librairie Armand COLIN
103 Bd S. Michel, PARIS.

1915

James GUILLAUME

Chapitre 2:

BUREAU DE PARIS (JANVIER 1865) - CONFÉRENCE À LONDRES (SEPT. 1865) - PREMIER CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE, À GENÈVE (SEPT. 1866).

Les statuts provisoires de l'*Internationale*, imprimés à Londres en anglais dans le courant de novembre, furent envoyés à Paris par le *Conseil général* (c'était le nom qu'allait prendre désormais, en conformité de ces statuts mêmes, le Comité nommé le 28 septembre; le texte anglais l'appelait *Central Council*). Le groupe des adhérents parisiens de la nouvelle association se constitua alors en *Bureau de Paris*; Tolain, E. Fribourg, graveur-décorateur, et Ch. Limousin (fils d'A. Limousin), margeur, furent nommés secrétaires correspondants. Les statuts, traduits en français («*par un ami sûr*», dit Fribourg dans son livre sur l'*Internationale*), furent imprimés (Paris, imprimerie Edouard Blot), et le 8 janvier 1865 deux exemplaires étaient envoyés, l'un au préfet de police, l'autre au ministre de l'intérieur; le même jour, le Bureau de Paris s'installait dans un modeste local, 44, rue des Gravilliers (III^{ème} arrondissement), une petite pièce meublée d'un poêle de fonte, d'une table en bois blanc et de deux tabourets, au fond d'une cour, au rez-de-chaussée.

Pour éviter des poursuites, il avait été convenu que les adhérents seraient censés être des membres individuels d'une association ayant son siège en Angleterre. L'article 10 des statuts généraux disait qu'aucune société locale n'était dispensée de correspondre directement avec le *Conseil général*, à Londres; aussi, à mesure qu'un nouveau groupe se formait sur quelque point de la France, lui était-il recommandé de ne pas correspondre avec Paris, et de s'adresser toujours au *Conseil général* pour tous les renseignements.

Aux trois correspondants, Tolain, Fribourg et Limousin, furent adjoints, sous le nom de sous-commission, un certain nombre d'adhérents du Bureau de Paris, mais sans que le nombre total, y compris les trois correspondants, dût jamais dépasser vingt, chiffre au delà duquel le *Code pénal* exigeait une autorisation gouvernementale. Il y eut naturellement, de temps à autre, quelques mutations; Fribourg cite de mémoire les noms de dix-huit ouvriers ayant fait partie de cette sous-commission, savoir: Debock, typographe; Bourdon, graveur; Héligon, ouvrier en papiers peints; Culetin, corroyeur; Perrachon, Camélinat, Guiard, monteurs en bronze; Fournaise, opticien; André Murat, mécanicien; Eugène Varlin, relieur; Bellamy, robinettier; Delorme, cordonnier; Mollin, doreur; G. Laplanche, carrossier; Delahaye, serrurier; Chemalé, commis architecte; Gauthier, bijoutier; Benoît Malon, journaliste.

Vers le mois de septembre 1865, le *Bureau de Paris* ne comptait guère encore que cinq cents adhérents, tant les entraves légales offraient d'obstacles à sa propagande.

L'article 3 des statuts généraux avait prévu la réunion d'un congrès général en Belgique en 1865. Mais le *Conseil général* de Londres reconnut que la convocation d'un congrès n'était pas encore possible, et il se contenta d'une simple Conférence, qui eut lieu à Londres du 25 au 29 septembre 1865. Paris y fut représenté par quatre délégués, les correspondants Tolain, Fribourg et Ch. Limousin, auxquels avait été adjoint le relieur Varlin; il y avait en outre deux délégués venus de Genève, le Français Duplex, relieur, et l'Allemand J.-Ph. Becker, publiciste, et un délégué de Bruxelles, César De Paepe, typographe et étudiant en médecine; les autres membres de la Conférence étaient des Anglais, Odger, Cremer, Wheeler, Howell, Weston, et des étrangers habitant Londres et membres du *Conseil général*: Le Lubez (secrétaire pour la France), Vésinier, Dupont, membres de la *Branche française* de Londres; Hermann Jung (secrétaire pour la Suisse), Karl Marx (secrétaire pour l'Allemagne), Eccarius, Wolff, Bobczinski, etc... La Conférence décida que le premier congrès aurait lieu à Genève au printemps de 1866, et en arrêta l'ordre du jour. Le dernier jour, à Saint Martin's Hall, «*un thé, suivi de discours, de chants républicains, et terminé par un bal, fournit aux Parisiens une occasion de connaître de plus près les membres du Conseil central. Pendant que Varlin et Limousin faisaient danser les jeunes filles de Karl Marx, celui-ci racontait à Tolain et Fribourg comment il avait voué une haine profonde à P.-J. Proudhon (1) pour ses opinions anti-communistes*» (Fribourg).

Il y avait eu, dans une des séances de la Conférence, une vive altercation entre Vésinier et les délégués parisiens. À propos de la «*question polonaise*», Vésinier avait déclaré que ceux qui voulaient écarter cette question de l'ordre du jour du futur congrès ne pouvaient être que des agents bonapartistes. Ce conflit, en s'envenimant de plus en plus par la suite, devait aboutir, en septembre 1866, à l'exclusion de Vésinier et de Le Lubez du *Conseil général*, et, en octobre 1868, à l'expulsion de l'*Internationale* de la *Branche française* de Londres.

C'est en 1865 (octobre) qu'eut lieu à Liège le célèbre *Congrès international des étudiants socialistes*, auquel participèrent entre autres Germain Casse, Paul Lafargue, Tridon, les frères Villeneuve, Jaclard, etc...

Au printemps de 1860, les dirigeants de l'*Internationale* eurent à se demander si le congrès projeté était réalisable. Marx, que le mauvais état de sa santé avait obligé d'abandonner pendant trois mois le Conseil général, écrivait de Margate à son ami Engels (6 avril): «*Je dois te dire franchement que cela va très mal dans l'Internationale, d'autant plus que l'impatience des Français a fait fixer le congrès à la fin de mai. Le fait est que les leaders anglais de Londres, maintenant que nous les avons mis en vedette chez eux (à quoi s'ajoute l'incapacité pour tout Anglais de faire deux choses à la fois), se montrent très froids à l'égard de nos affaires... Un fiasco du congrès leur serait tout à fait égal. Mais nous! allons-nous nous ridiculiser devant l'Europe? Que faire?*». Marx, une fois rentré à Londres, obtint que le congrès n'aurait lieu qu'en septembre; mais il ne croyait guère à sa réussite; il écrit à Engels (23 avril): «*Je me suis décidé à faire, d'ici, ce que je pourrai pour le succès du Congrès de Genève, mais à ne pas y aller. Je me soustrais de cette façon à toute responsabilité personnelle*».

On sait qu'en juin 1866 éclata brusquement cette guerre entre l'Autriche et la Prusse (alliée à l'Italie) qui devait aboutir le 3 juillet à l'écrasement de l'armée autrichienne à Sadowa, et ensuite à l'annexion à la Prusse du Hanovre, de la Hesse, du Nassau et de Francfort, ainsi qu'à la création, sous la direction prussienne, de la *Confédération de l'Allemagne du Nord*, avec un parlement (*Reichstag*) élu par le suffrage universel. Aussitôt, qu'était apparue la possibilité de voir les peuples jetés une fois de plus les uns contre les autres sur les champs de bataille, des protestations contre la guerre s'étaient élevées à Paris. En mai, les étudiants socialistes français avaient signé une adresse aux étudiants d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie (publiée par le *Courrier Français* de Vermorel et la *Rive Gauche* de Longuet), pour dénoncer l'absurdité de «*s'entr'égorger sous de sots prétextes d'intérêt national et de différence de races*». Le 10 juin, Vermorel avait lancé dans son journal son célèbre article: *La grève des peuples contre la guerre*. L'*Internationale parisienne*, à son tour, avait rédigé une adresse (17 juin): elle y exprimait l'espoir que les peuples ne se laisseront pas aveugler par la fumée des canons, qu'ils écouteront la voix de la solidarité et de la justice; elle parlait du congrès ouvrier qui allait bientôt se réunir, «*et sur lequel reposent en ce moment toutes nos espérances*», ce congrès où «*les travailleurs aborderont enfin ces graves questions que la guerre, avec ses hideuses pratiques, est impuissante à résoudre*». Enfin le 1^{er} juillet, dans la *Rive Gauche*, Paul Lafargue, comme Vermorel, avait dénoncé dans la guerre la contre-révolution, en s'élevant contre le préjugé des nationalités.

(1) Proudhon était mort neuf mois auparavant, en janvier 1865.

L'armistice de Nikolsburg fut conclu le 26 juillet, et l'hégémonie de la Prusse fut désormais assurée en Allemagne.

Pendant ce temps, l'attitude de Marx avait été singulière, et il est nécessaire de la faire connaître. Le 7 juin, il écrivait à Engels:

«Voilà la guerre, à moins d'un miracle. Les Prussiens vont expier leurs fanfaronnades (2), et dans tous les cas l'idylle en Allemagne est finie. La clique proudhonienne parmi les étudiants de Paris (Courier Français) prêche la paix, déclare la guerre un anachronisme, les nationalités de vains mots, attaque Bismarck et Garibaldi, etc... Comme polémique contre le chauvinisme, leur manège est utile et explicable. Mais comme disciples de Proudhon, - et mes très bons amis Lafargue et Longuet (3) en sont aussi, - qui veulent abolir «la misère et l'ignorance», ignorance dont ils sont eux-mêmes atteints d'autant plus qu'ils font parade de leur prétendue «science sociale», ils sont tout simplement grotesques».

Le 20 juin, il écrit au même:

«Hier il y a eu discussion sur la guerre dans le Conseil de l'Internationale. Cette discussion avait été annoncée d'avance, et la salle était pleine. Messieurs les Italiens, cette fois, nous avaient aussi envoyé leurs délégués. Le débat a porté, comme il fallait s'y attendre, sur la question des nationalités en général et sur la position que nous avons à prendre à cet égard. La suite a été renvoyée à mardi prochain.

Les Français, très nombreux, ont donné libre cours à leur cordiale antipathie à l'égard des Italiens. Les représentants (non ouvriers) de la «Jeune France» ont déclaré que toutes les nationalités et les nations elles-mêmes sont «des préjugés surannés». Ils professent un stirnerianisme proudhonien. Tout dissoudre en petits «groupes» ou «communes», qui s'uniront à nouveau pour former une «société», mais pas un État. En attendant la réalisation de cette «individualisation» de l'humanité, et du «mutuellisme» qui l'accompagnera, le cours de l'histoire doit être suspendu dans tous les autres pays, et le monde entier doit attendre que les Français soient mûrs pour une révolution sociale. Ils feront alors l'expérience devant nos yeux, et le reste du monde, subjugué par la force de leur exemple, fera comme eux à leur suite. Tout à fait ce que Fourier attendait de son phalanstère modèle. Tous ceux qui encombrant la «question sociale» des «superstitions» de l'ancien monde sont déclarés «réactionnaires».

Les Anglais ont beaucoup ri lorsque, prenant la parole, j'ai commencé en disant que notre ami Lafargue, qui a supprimé les nationalités, nous a parlé en français, c'est-à-dire dans une langue que les neuf dixièmes de l'auditoire ne comprennent pas. J'ai montré ensuite que pour lui, sans qu'il s'en aperçoive, la négation des nationalités c'est tout, simplement leur absorption par la nation modèle, la France».

Dans la première quinzaine de juillet, il y avait eu à Londres plusieurs manifestations monstres contre la guerre. Citons encore à ce propos un passage caractéristique d'une lettre de Marx du 7 juillet:

«Les démonstrations ouvrières de Londres, véritablement fabuleuses, comparées avec tout ce que nous avons vu depuis 1849 en Angleterre, sont exclusivement l'œuvre de l'Internationale. M. Lucraft, par exemple, qui a commandé à Trafalgar Square, est un membre de notre Conseil. Ici se montre la différence entre ce qu'on obtient par la méthode qui consiste à agir derrière les coulisses, en restant caché aux yeux du public, et le procédé des démocrates, qui se donnent des airs d'importance devant la galerie, mais qui ne font rien».

L'Internationale parisienne avait fait des progrès numériques; elle comptait maintenant douze cents adhérents, parmi lesquels quelques notabilités de la bourgeoisie républicaine, telles que le philanthrope Jules Simon, l'historien Henri Martin, le proudhonien Gustave Chaudey, et l'excellent Charles Beslay, âgé déjà de soixante-douze ans. Le mois d'août fut consacré à la rédaction d'un mémoire sur les questions formant l'ordre du jour du congrès qui allait se réunir.

Pendant ce temps, Karl Marx, à Londres, rédigeait de son côté, au nom du *Conseil général*, un rapport sur ces questions, rapport dont la traduction en français fut faite par Eugène Dupont, ouvrier luthier parisien établi en Angleterre, devenu correspondant pour la France en remplacement de Le Lubez.

Le *Bureau de Paris* envoya onze délégués au Congrès de Genève: Bourdon, Camélinat, Chemalé, Cu-

(2) Marx était *Gross-Deutscher*, c'est-à-dire partisan d'une Allemagne qui devait comprendre l'Autriche.

(3) Paul Lafargue et Charles Longuet, les futurs gendres de Karl Marx, étaient alors réfugiés à Londres, d'où ils continuaient à écrire dans la *Rive Gauche* (journal des étudiants français), transportée à Bruxelles.

letin, Fribourg, Guiard, Malon, Murat, Perrachon, Tolain, Varlin; Lyon en envoya quatre: Baudy, Honoré Richard, Schettel, Secrétan; Rouen un, Émile Aubry; Neuville-sur-Saône un, Baudrand. Le congrès fut formé, outre ces dix-sept délégués de la France, de six représentants du Conseil général, Odger, Carter, Jung, Eccarius, Cremer, Dupont; de vingt délégués de quinze sections de la Suisse, dont le Dr Pierre Coullery (la Chaux-de-Fonds), James Guillaume (le Locle), Adhémar Schwitzguébel (Sonvillier), Cornaz (Lausanne), le Français Dupleix, le Polonais Gard, et l'Allemand J.-Ph. Becker (Genève), Karl Bürkly (Zurich et Wetzi-kon); de trois délégués de quatre sections de l'Allemagne, Moll (Cologne et Solingen), Müller (Stuttgart), Butter (Magdebourg); et de quatorze délégués de onze sociétés simplement adhérentes au congrès, mais n'appartenant pas à l'*Internationale* (un Anglais et treize Suisses et Allemands). La présidence du congrès fut dévolue à Jung, ouvrier horloger suisse, né à Saint-Imier (Jura bernois), établi à Londres, qui parlait le français, l'anglais et l'allemand.

Le Congrès de Genève discuta, amenda, et adopta définitivement les statuts généraux, qui furent votés en trois langues, français, anglais et allemand: le texte français différait en plusieurs endroits des textes anglais et allemand, mais personne n'en fit la remarque. Le Congrès compléta les statuts par un règlement. Le *Conseil général* fut maintenu à Londres, et composé des mêmes membres que le Conseil provisoire, à l'exception de Vésinier et de Le Lubez qui, sur la demande des Parisiens, furent éliminés (4).

Parmi les dispositions des statuts qui soulevèrent des débats intéressants, il faut noter l'article déterminant les conditions à remplir pour pouvoir devenir membre de l'Association. A la Conférence de 1865, les délégués parisiens avaient insisté pour que seuls les travailleurs n'ayant d'autres ressources que leur travail journalier pussent faire partie de l'*Internationale*; ils voulaient en tenir éloignés ceux qu'on appelait les «*travailleurs de la pensée*», c'est-à-dire les hommes des professions dites libérales, «*avocats, poètes, romanciers, médecins, artistes, journalistes*». Les Anglais, les Suisses, et les Belges avaient exprimé le désir qu'on admît quiconque solliciterait l'admission: «*ils s'appuyaient sur ce que dans leurs pays les professions libérales, beaucoup plus accessibles qu'en France, étaient victimes de toutes les fluctuations des affaires, aussi bien, et souvent même plus cruellement, que les professions manuelles*» (Fribourg). On avait fini par décider que chaque section (ou bureau) serait libre, sous sa responsabilité, «*de donner au mot travailleur toute l'extension dont il lui semblerait susceptible*», et que l'admission des femmes serait également laissée à l'appréciation de chaque groupe.

Lorsqu'il fallut, à Genève, voter sur l'article, rédigé en conformité de cet accord, article qui disait: «*Quiconque adopte et défend les principes de l'Association peut en être reçu membre; mais cela, toutefois, sous la responsabilité de la section qui le recevra*», les délégués parisiens revinrent à la charge: que fallait-il entendre par le mot travailleur? les travailleurs de la pensée devaient-ils être admis? A la seconde de ces questions, les délégués du *Conseil général* répondaient oui; les délégués de Paris soutinrent le contraire, en affirmant que ce serait s'exposer au danger de laisser envahir l'Association par des ambitieux. Les délégués suisses et allemands protestèrent avec vivacité, et l'article fut voté.

Mais lorsqu'on discuta le règlement (articles additionnels aux statuts) que venait d'élaborer une commission, un nouveau débat s'éleva sur le même sujet à propos du projet d'article disant que tout membre de l'Association pouvait être élu comme délégué aux congrès. Tolain déclara que, s'il était indifférent d'admettre comme simples membres de l'Association des citoyens de toute classe, il n'en était pas de même lorsqu'il s'agissait de choisir un délégué: la classe ouvrière soutient une lutte sans trêve ni merci contre la classe bourgeoise, il est donc indispensable que tous les hommes qui sont chargés de représenter des groupes ouvriers soient des travailleurs. Perrachon alla jusqu'à dire que ce serait vouloir la perte de l'Association que d'admettre comme délégué un citoyen qui ne serait pas un ouvrier. Grenier s'étonna de voir cette question revenir de nouveau à la discussion. Parmi les membres du Conseil central, il se trouve, dit-il, plusieurs citoyens qui n'exercent, pas un métier manuel, et il est probable que sans leur dévouement l'Association n'aurait pu s'implanter en Angleterre d'une façon aussi complète; parmi eux, il cita le citoyen Marx, qui a consacré sa vie au triomphe de la classe ouvrière. Fribourg dit qu'il pourrait arriver un beau jour que le Congrès «*ouvrier*» fût composé en majeure partie d'économistes, de journalistes, d'avocats, de patrons, etc..., chose ridicule et qui anéantirait l'Association. Carter, appuyant Cremer, ajouta, en réponse à Fribourg, que le citoyen Karl Marx avait parfaitement compris l'importance de ce premier congrès, où en effet ne devaient se trouver que des ouvriers: aussi a-t-il refusé la délégation que lui offrait le Conseil central (5). Mais

(4) Vésinier avait attaqué le Bureau de Paris dans un petit journal belge, *L'Espiègle*, et Le Lubez avait pris le parti de Vésinier. (1) On a vu plus haut (lettre de Marx à Engels du 23 avril) que ce n'était pas ce motif-là qui avait empêché Marx de se faire nommer délégué, mais simplement le désir de se soustraire à toute responsabilité personnelle.

(5) On a vu plus haut (lettre de Marx à Engels du 23 avril) que ce n'était pas ce motif-là qui avait empêché Marx de se faire nommer délégué, mais simplement le désir de se soustraire à toute responsabilité personnelle.

les hommes entièrement dévoués à la cause prolétaire sont trop rares pour les écarter de notre route. C'est la prétendue science économique bourgeoise qui, en donnant du prestige à la bourgeoisie, maintient encore le pouvoir de cette classe: donc, que les hommes qui se sont occupés de la question économique, et qui ont reconnu la justice de notre cause, viennent aux congrès ouvriers battre en brèche la fausse science économique. Tolain, reprenant la parole, dit : *«Comme ouvrier, je remercie le citoyen Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les congrès ouvriers ne doivent être composés que d'ouvriers manuels. Si nous admettons ici des hommes appartenant à d'autres classes, on ne manquera pas de dire que le congrès ne représente pas les aspirations des classes ouvrières, qu'il n'est pas fait par des travailleurs; et je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour pouvoir agir par nous-mêmes»*. L'amendement de Tolain, portant que la qualité d'ouvrier manuel était nécessaire pour pouvoir être élu délégué, fut rejeté par vingt-cinq voix contre vingt (6).

On trouve l'opinion intime de Marx sur le Congrès de Genève et sur les délégués parisiens dans la lettre suivante, qu'il écrivit le 9 octobre à son ami le Dr Kugelmann, un jeune médecin juif habitant Hanovre (7):

«J'avais de grandes inquiétudes au sujet du premier congrès, à Genève. Mais, en somme, il a réussi au delà de mon attente. L'impression en France, en Angleterre, en Amérique, était inespérée. Je n'ai pas pu y aller, et je ne l'ai pas voulu non plus, mais c'est moi qui ai écrit le programme des délégués de Londres. Je l'ai limité exprès aux points qui permettent une entente immédiate et une action commune des ouvriers, et qui donnent immédiatement un aliment et une impulsion aux besoins de la lutte de classe et à l'organisation des ouvriers comme classe. Messieurs les Parisiens avaient la tête remplie de la plus creuse phraséologie proudhonienne. Ils parlent de science, et ne savent rien... Sous prétexte de liberté et d'anti-gouvernementalisme, ou d'individualisme anti-autoritaire, ces Messieurs - qui ont accepté pendant seize ans et acceptent encore si tranquillement le plus abominable despotisme (8) - prêchent en réalité le régime bourgeois vulgaire, seulement idéalisé à la mode proudhonienne. Proudhon a fait un mal énorme. Son apparente critique et son apparente opposition contre les utopistes... ont d'abord gagné et séduit la «jeunesse brillante» (9), ensuite les ouvriers, en particulier ceux de Paris, lesquels, comme ouvriers de luxe, se trouvent, sans s'en douter, appartenir très fort à la vieille ordure («sehre» dem alten Dreck angehören). Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase (10), ils ont été sur le point de tout gêner, étant accourus au congrès en un nombre nullement proportionné à celui de leurs membres (11). Sous main, dans le Report [Compte rendu], je leur donnerai sur les doigts».

Tout Marx est déjà dans cette lettre.

(6) Marx fut blessé de l'attitude des délégués parisiens, comme on le voit par sa lettre à Engels du 20 septembre, où il dit: *«A titre de démonstration contre Messieurs les Français, qui voulaient exclure tous ceux qui ne sont pas des travailleurs manuels, d'abord du droit d'être admis dans l'Internationale, puis, ensuite, au moins du droit d'être élus délégués au congrès, les Anglais m'ont proposé hier comme président du Conseil central. J'ai déclaré que sous aucun prétexte je ne pourrais accepter, et j'ai proposé Odger, qui a été réélu, bien que quelques-uns aient voté pour moi malgré ma déclaration. Dupont m'a d'ailleurs donné la clef de la manœuvre de Tolain et de Fribourg. Ils veulent se présenter en 1869 comme candidats ouvriers aux élections pour le Corps législatif, en invoquant ce principe, que seuls des ouvriers peuvent représenter des ouvriers. Il était donc extrêmement important, pour ces Messieurs, de faire proclamer à l'avance le principe par le congrès»*.

(7) Lettre publiée par la *Neue Zeit*, qui a imprimé la correspondance de Marx avec Kugelmann.

(8) Et en Allemagne, est-ce que peut-être, à partir de 1850, on n'avait pas *«accepté tranquillement»* la réaction *«la plus abominable»*.

(9) En français dans l'original.

(10) Tout cela pouvait être plus ou moins vrai d'hommes comme Tolain (que pourtant Marx jugeait autrement en 1864), Fribourg, Héligon, Chemalé. Mais dès ce moment, dans les rangs de l'*Internationale parisienne*, on trouvait Varlin, Delacour, Camélinat, Bourdon, Delahaye, Combault, Avrial, Langevin, Pindy, Landrin, Theisz, Duval, Malzieux et bien d'autres, qui devaient signaler leur intelligence et leur esprit pratique dans les luttes que le prolétariat parisien soutint contre l'Empire.

(11) Marx semble trouver que, pour représenter le prolétariat parisien, c'était trop de onze délégués; mais il ne se plaint pas que quinze petites sections et dix sociétés adhérentes, en Suisse, aient envoyé trente-trois délégués (qui votèrent pour la plupart dans le sens du *Conseil général*).